Les médecins, premier recours des personnes victimes de violence en couple

Confrontées à la violence en couple, les victimes tardent trop souvent à recourir à une aide. Quand elles se décident, le corps médical est de loin leur interlocuteur privilégié. Il peut jouer un rôle essentiel dans la détection des premiers signes de violence et contribuer ainsi à rompre l'isolement.

Dès le 1er novembre 2025, l'association AVVEC déploiera à Genève pour la 4e année consécutive sa campagne de dépistage de la violence en couple, en lien avec la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes de l'ONU, le 25 novembre. « Mieux vaut prévenir que guérir », dit l'adage dont l'origine remonterait à Érasme. Cette prévention passe par le dépistage, car la violence en couple suit toujours une logique d'escalade. Elle débute de manière trop souvent banalisée, par des actes de violence verbale et psychologique, pour progresser jusqu'à la violence physique et sexuelle, voire au meurtre. Plus tôt la personne victime de violence en couple prendra conscience de ce qui lui est imposé, plus vite cette spirale pourra être cassée et les impacts délétères sur la santé réduits.

1. https://www.ge.ch/document/enquete-iceberg-violences-sexistes-sexuelles-lgbtiqphobes-domestiques

La violence en couple, un problème massif à Genève

Le bureau de promotion de l'égalité et de prévention des violences (BPEV) a conduit en 2025 une large étude *Iceberg*[1] sur les violences de genre à Genève, ainsi que leur impact sur la santé et la vie sociale des victimes. Cette vaste enquête a permis, pour la première fois en Suisse, de mesurer l'étendue de ces violences à l'échelle d'une population adulte entière.

Les chiffres révèlent un problème d'ampleur concernant les violences en couple, l'étude soulignant « la prévalence élevée des violences en couple, en particulier des violences physiques graves, sexuelles et coercitives envers les femmes, ainsi que leurs conséquences sur la santé » (P.78). Une femme sur quatre déclare ainsi des troubles psychologiques à la suite de ces agressions, une sur six une atteinte grave à sa santé mentale (dépression, anxiété, crises de panique, pensées suicidaires). Les viols sont plus fréquents dans la sphère du couple qu'en dehors. Le stalking (harcèlement obsessionnel) se montre très répandu dans les violences en couple, il concerne près d'une femme sur trois en moyenne et même plus d'une sur deux pour les plus jeunes.

Le non-recours à l'aide reste la norme

En parallèle de ces constats, l'étude *Iceberg* souligne que le recours aux aides reste l'exception pour les personnes victimes. Trois groupes se dessinent ainsi, d'importance assez similaire : le premier (27,4%) ne sollicite aucune assistance, le deuxième (34,2%) s'adresse uniquement à ses proches ou à son entourage, le troisième enfin (34,8%) fait appel à au moins une aide externe. Différentes raisons sont invoquées pour expliquer le non-recours à une aide externe, telles qu'une perception de la gravité des faits insuffisante pour demander de l'aide, la volonté de ne

pas nuire à sa/son partenaire ou encore la crainte de voir la situation empirer. L'étude pointe également que près d'une femme sur quatre mentionne un manque d'information sur les ressources disponibles ou la croyance qu'une demande d'aide n'apporterait pas de solution réelle.

Le corps médical, interlocuteur plébiscité par les victimes

Le non-recours à l'aide constitue donc un problème important, notamment en raison du caractère progressif de la violence en couple. Plus la demande se manifeste tôt, meilleures sont les chances de briser le processus en limitant ses dégâts. Malgré les difficultés relevées à demander de l'aide, nous retenons que 28,9% des femmes consultent tout de même un·e médecin ou un·e professionnel·le· de santé. À titre de comparaison, les associations spécialisées ne sont utilisées en premier recours que par 2% des femmes. Formuler une demande d'aide demande du courage, un courage qui peut s'appuyer sur deux éléments fondamentaux : la confidentialité et la confiance que la personne victime a pu construire dans la relation avec son médecin.

Trois groupes se dessinent ainsi, d'importance assez similaire : le premier (27,4%) ne sollicite aucune assistance, le deuxième (34,2%) s'adresse uniquement à ses proches ou à son entourage, le troisième enfin (34,8%) fait appel à au moins une aide externe.

Identifier pour agir

Les violences en couple, surtout psychologiques, sont difficiles à détecter. Elles ne laissent pas toujours de traces visibles, mais elles ont des conséquences graves sur la santé des patient.e.s. Le questionnaire WAST, au cœur de la campagne de dépistage d'AVVEC, est un outil clinique simple, rapide d'utilisation et validé. Il peut aussi être remis aux patient·e·s pour un remplissage ultérieur. Il aide à ouvrir le dialogue et à initier une prise de conscience. Cet espace de parole offre à la personne victime une opportunité pour rompre son isolement et peut marquer le début d'une démarche salvatrice, tant il est vrai que la reconnaissance de la violence constitue le premier pas sur le chemin pour en sortir.

Le rôle du corps médical est donc primordial et, en même temps, il n'est qu'une première étape du processus. Les professionnelles spécialisées d'AVVEC peuvent être sollicitées pour, par exemple, examiner la situation, évaluer le niveau de dangerosité, y compris pour les enfants, fournir des repères sur les mécanismes complexes qui sont à l'œuvre tels que l'emprise, la culpabilisation ou l'isolement. En orientant les personnes victimes vers l'association AVVEC, elles bénéficieront d'un soutien expert, complémentaire au soin médical, qui pourra être décisif pour cerner le plus précisément leurs ressources disponibles afin de renforcer leur protection. ●

Béatrice Cortellini, Béatrice Villacastin psychologues spécialistes en psychothérapie OFSP **et Patrik Chabbey** journaliste.

Dès le 1er novembre 2025, AVVEC déploiera pour la quatrième année consécutive sa campagne de dépistage contre la violence en couple. Grâce à de nombreux et précieux partenariats, ce sont près de 50'000 flyers qui vont être distribués à Genève sous forme physique ou numérique.

La détection des situations de violence en couple offre un rôle primordial aux médecins.

En fonction de leur intérêt pour la démarche et de leur appréciation des besoins de leurs patient·e·s, les médecins se voient offrir plusieurs moyens de participer à cette campagne. Ils peuvent ainsi :

- **commander pour leur salle d'attente nos dépliants,** dans lesquels figure l'autotest WAST. C'est une manière d'indiquer être disponible pour discuter avec la patientèle de cette problématique et contribuer à diminuer leur isolement.
- **proposer à certain·e·s patient·e·s d'effectuer cet autodépistage.** Les liens de confiance déjà présents sont précieux, car ils facilitent l'identification de ces contextes délétères tant pour la santé des personnes victimes que pour leur entourage, notamment leurs enfants.
- **remettre systématiquement le dépliant à leur patientèle** lors d'une consultation. Les personnes pourront bénéficier de la sécurité et de la confidentialité du cabinet ; elles auront ainsi l'opportunité, si elles le souhaitent, de dévoiler leur situation de violence conjugale.

Durant la campagne, soit du 1er novembre au 31 décembre, l'association AVVEC renforce ses prestations d'accueil. Les horaires de permanences téléphoniques et sans rendez-vous sont élargis afin de répondre le plus vite possible à la mobilisation des personnes victimes.

Pour obtenir davantage d'informations, il suffit de scanner le QR code.